



Le Bolivarien

“La presse est aussi utile que l'armement. Elle est l'artillerie de la pensée”
Simón Bolívar

Gratuit, vente interdite



La crise du capitalisme

“Au Venezuela, il n'y a pas de panique, car nous avons réussi à nous libérer du système capitaliste mondial, et nous avons commencé à construire une solide économie nationale, selon notre propre modèle économique”.

- *Président Hugo Chávez Frías*

Dans ce numéro:

- Notibreve.....p.2
- La longue marche de la crise économique capitaliste.....p.3
- L'amendement constitutionnel: un mécanisme du pouvoir populaire.....p.6
- Venezuela et la crise néolibérale.....p.7
- 10 questions sur la crise.....p.8
- Du capitalisme et autres prochains enterrements.....p.8
- Je ruine des banques.....p.9
- Satellite Bolivarien pour propulser la Révolution Technosocialiste.....p.10
- Le Venezuela face à la crise internationale.....p.11
- La crise et les nouveaux scénarios.....p.12



N o t i b r e v e

Venezuela se classe comme seconde réserve mondiale de pétrole

Prensa Latina

29 octobre 2008

Les réserves pétrolières certifiées du Venezuela totalisent aujourd'hui plus de 152,561 millions de barils, grâce à la récente incorporation de 10,251 millions de barils additionnels, provenant du champ Iguana Zuata, bloc Junin, dans l'État de Guarico.

Un communiqué du Ministère de l'Énergie et du Pétrole précise qu'avec un tel chiffre, le Venezuela se classe désormais comme seconde réserve mondiale d'hydrocarbures, sans compter la nouvelle intégration, considérable, de 826,553 millions de pieds cubiques de gaz naturel.

Dans le cadre de sa participation au sein du Projet Socialiste Orinoco Magna Reserva, le Venezuela se propose en outre d'incorporer 235,600 millions de barils additionnels, afin d'en arriver à quelques 312,000 millions de barils, ce qui positionnerait cette nation sud-américaine au premier rang mondial.

Le processus de quantification et de certification des stocks, initié en 2006, a permis au Venezuela d'accroître ses réserves de pétroles confirmées de 73,243 millions de barils, soit 31.1% du total estimé.

De plus, 9.25 milliards de pieds cubes de gaz naturel associé ont se sont ajoutés, desquels 5.17 milliards

ont été officialisés, tandis que 4.08 milliards demeurent en processus d'authentification.

Des experts vénézuéliens ont souligné que la présence de gaz naturel associé au brut lourd et extra-lourd dans la Ceinture pétrolifère de l'Orénoque infirme la thèse selon laquelle les hydrocarbures existant en cet endroit consisterait en du bitume naturel.

Le Projet socialiste Orinoco Magna Reserva, qui culminera l'an prochain, est déployé par Petróleos de Venezuela (PDVSA) ainsi que plusieurs entreprises de différents pays.

Les résultats sont soumis une certification de la part de compagnies internationales indépendantes, pour être ensuite inscrits au Registre des Réserves de Pétrole.

Un tel processus est mis de l'avant par le gouvernement du président Hugo Chávez, en tant que partie intégrante d'une stratégie de récupération de la souveraineté nationale.

À l'arrivée de ce dernier au pouvoir en 1999, les réserves confirmées du Venezuela étaient de 76,108 millions de barils: l'énorme réservoir de la Ceinture de l'Orénoque était alors considéré comme du bitume et vendu au prix du charbon aux entreprises transnationales.



Présentement, le Venezuela n'est surpassé que par l'Arabie Saoudite, laquelle dispose de 261,900 millions de barils.



Le Bolivarien

**Consulat général
de la République Bolivarienne
du Venezuela à Montréal.**

2055, rue Peel, Bureau 400
Montréal (Québec) H3A1V4
Tél.: (514) 842-3417 / Fax: (514) 287-7101

www.consulvenemontreal.org

Conseil éditorial:
Elio Vitriago Abreu
Adolfo Figueroa
Luis Martinez Peraza
Ricardo Astudillo

Traduction:
Emerson Da Silva
Antonio Artuso
Mélanie Bélanger

Conception graphique:
Daniella Guerrero Rubello

Impression:
Payette & Simms Inc.

*Les idées et opinions exprimées dans les articles signés sont entièrement de la responsabilité de leurs auteurs.

ditorial

Cette édition, vouée intégralement à la situation financière mondiale, coïncide pratiquement avec les suffrages au Venezuela pour l'élection de Gouverneurs et Maires. Les résultats démontrent une fois de plus le leadership indiscutable du Président Hugo Chávez ainsi que la consolidation du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV), en tant que force politique propulsant les changements s'opérant au sein de cette nation sud-américaine.

Des 327 mairies de tout le pays, 265 ont été gagnées par les candidats du PSUV, ce qui représente un taux de 81%. De même, les forces révolutionnaires obtinrent 17 des 22 états en jeu, un nombre se traduisant par une proportion de 77%. Le parti officiel récolta, à l'inclusion de la Mairie principale, 5 963 972 votes (presque 1 500 000 de plus qu'à la dernière élection), tandis que l'opposition obtint 4 671 400 (à l'égal de ses votes en décembre 2007).

Avoir perdu certains États importants tels que Carabobo, Miranda et Tachira, ne constitue qu'un avertissement quant à la nécessité de procéder à une révision profonde des leaderships régionaux et de fortifier davantage le pouvoir communal. La victoire tranchante du PSUV dans certains États, comme celui de Lara, prouve que l'efficacité de la gestion gouvernementale a nécessairement des répercussions sur les résultats électoraux.

Le Bolivarien offre dans cette édition une grande quantité d'articles portant sur la crise du capitalisme, soit l'échec du modèle néolibéral causant des ravages dans l'économie mondiale et affectant tous les pays se trouvant sous l'égide de la mondialisation. Même les extraordinaires aides financières déployées par les pays riches de la planète ne réussiront à freiner ce puissant tsunami de l'économie mondiale.



La longue marche de la crise économique capitaliste

Oswaldo Mart nez

Avant de passer en revue ce qui est survenu jusqu'à ce jour, il convient de se remémorer deux éléments fondamentaux, étroitement reliés à l'actuelle crise financière mondiale.

Le premier consiste en l'essentielle thèse de Karl Marx concernant le caractère cyclique du système capitaliste, c'est à dire son mouvement périodique à travers différentes phases, dont celle de la crise économique.

Selon Marx, la crise économique est aussi "normale" au cours de l'évolution capitaliste que l'essor, l'apogée où la récupération, et celle-ci joue un rôle de restauration des équilibres perdus en raison de la destruction des forces de production. La crise n'est donc pas une anomalie, mais bien une régularité propre à la nature particulière de ce système, équivalant à une désagréable, destructrice et nécessaire purge qui, après avoir éliminé des entreprises, causé la ruine et provoqué le chômage, facilite l'amorce d'une nouvelle étape de croissance économique fondée sur la reconstruction de ce qui a été détruit.

Au cours de son histoire, le système a souffert des centaines de crises économiques, à partir de 1825 lorsque Marx enregistre la première d'entre elles, bien que toutes aient partagé les mêmes caractéristiques. Certaines ne furent que de légères désaccélération de la croissance, alors que d'autres furent plus profondes en termes de ruine et de chômage. Au cours d'autres encore, au fur et à mesure que la centralité du rôle des finances grandissait au sein de la mécanique capitaliste, les facteurs financiers acquirent une importance fort considérable.

Selon Marx, les crises se caractérisaient par une super-production ou surproduction: elles étaient en effet dues à une accumulation de marchandises produites ne trouvant pas acheteur, en raison du recul des salaires des consommateurs (les travailleurs salariés) par rapport à la dynamique de production stimulée par la soif de lucre.

Avec l'avènement de l'impérialisme et la croissance du rôle des finances, les crises capitalistes incorporèrent un nouveau facteur qui n'existait qu'à peine à l'époque de Marx et minimalement à l'époque de Lénine: le danger des bulles financières, capables de détruire la structure des finances et de porter gravement atteinte au crédit, provoquant ainsi une chute drastique de la demande réelle et causant par conséquent une crise des actifs et valeurs, tel qu'annoncé dans l'analyse pionnière de Karl Marx.

La crise économique qui accompagna la Première Guerre Mondiale (1914-1918) fut en partie causée par l'éclatement d'une bulle financière et la Crise de 1929-33 (la plus profonde et la plus vaste jusqu'à ce jour) résulta également d'un éclatement de ce genre, provoquant l'écroulement du crédit. Cette dernière crise fit chuter la demande réelle, pavant ainsi la voie à la triste période connue sous le nom de la Grande



Depression des années 1930', laquelle ne se "résolut" complètement qu'avec l'éclatement de la Seconde Guerre Mondiale en 1939, la destruction de l'Europe et du Japon, ainsi que la postérieure reconstruction de l'après-guerre.

Le second élément devant être souligné est la signification d'une bulle financière. Or, afin de définir adéquatement ce phénomène, il s'avère nécessaire de tenir compte de la différence existant entre l'économie réelle et l'économie spéculative.

L'économie réelle est celle au sein de laquelle se créent des biens et des services visant à satisfaire les besoins des êtres humains, impliquant l'investissement d'un travail créateur de valeurs d'usage et d'échange, employant des technologies afin de développer la première, alimentant ainsi la croissance économique réelle.

Pour sa part, l'économie spéculative consiste en l'achat et la vente de titres de valeurs au moyen d'acquisitions et de ventes successives de papiers, créant non seulement des chaînes de gains spéculatifs à chaque opération mais aussi des chaînes de dettes, sans que ne s'y ajoute pour autant une valeur en soi ou valeur d'usage en termes réels. Cette dernière tend donc à s'éloigner de l'économie réelle ainsi qu'à créer une dynamique lui étant propre, au fur et à mesure que la spéculation augmente.

De nombreux économistes (tout particulièrement John Maynard Keynes) ont mis en garde quant au danger des bulles financières, lesquelles tendent à

éclater si la spéculation n'est pas contenue à l'intérieur de certaines limites. Or, un tel contrôle incombe à l'État, au moyen d'une régulation du secteur financier et d'une politique accordant la priorité à l'investissement productif au sein de l'économie réelle plutôt qu'à l'investissement financier spéculatif. Telle fut l'essence de la politique keynésienne appliquée aux États-Unis à partir du gouvernement de Roosevelt et qui prévalut dans le monde jusqu'aux années 1980. Toutefois, avec l'adoption du néolibéralisme comme politique économique prédominante, le secteur financier et la spéculation trouvèrent la formule idéale afin de servir leurs intérêts. La dérégulation financière s'imposa, consistant essentiellement en l'élimination de toute régulation ou restriction du libre mouvement du capital (tout spécialement sous sa forme financière), à l'inclusion des lois ayant pour objet la sécurité et la transparence des opérations bancaires.

Une étape s'amorça donc où les régulations de l'ère keynésienne furent balayées, permettant la diminution des réserves bancaires de garantie, le retrait de certains types de passifs des bilans des entités financières afin de cacher le véritable état de ces dernières, les paradis fiscaux, les abus des agences d'évaluation de risque, et conséquemment, la spéculation débridée de tout étant susceptible de générer un quelconque profit, en pariant sur un prix futur dans le cadre d'une économie de casino dominé par le soit disant marché financier mondial, dont l'épicentre est l'économie des États-Unis. La spéculation du pétrole, des aliments, des matières premières, du taux de change des devises et bien d'autres choses se convertit en la tendance



dominante en raison de l'obtention de gains très élevés, rapides et faciles.

La critique marxiste et non-marxiste des bulles financières met en relief deux graves conséquences de ces dernières. La première est que ces bulles tendent à éclater puisque leur logique consiste en ce que les opérations spéculatives les plus risquées et insécures sont également les plus rentables. De plus, elles créent une dépendance en forçant l'augmentation de la masse d'argent ainsi que la croissance de la chaîne de dettes impliquées, jusqu'à ce que cette chaîne se rompe à un certain point, en raison de dettes non payées, causant ainsi l'effondrement de l'échafaudage spéculatif, accompagné d'effets très dangereux d'entraînement quant aux institutions financières et de contraction du crédit. Un autre résultat dommageable des bulles financières en ce qui a trait au système capitaliste, bien qu'il ne soit pas aussi spectaculaire que l'éclatement de ces dernières, réside en ce que des masses croissantes de capital cessent d'être investies dans l'économie réelle où se créent de l'emploi, des technologies et des valeurs. Cela mène à une dérive vers des placements spéculatifs sous forme de liquidités, une activité parasitaire minant le potentiel de croissance de l'investissement de capital.

Faisant fi des dangers de la spéculation à outrance, le néolibéralisme continue d'avancer à travers la déréglementation financière. En 1999, la Loi sur la modernisation des services financiers fut décrétée par le Congrès des États-Unis et signée par William Clinton, abrogeant ainsi les mécanismes de contrôle des finances et des opérations bancaires qui, hérités de l'époque keynésienne – où ils furent établis en réponse au traumatisme de la grande crise de 1929 – demeuraient en vigueur. Au cours de l'année 2001 éclata une bulle financière du secteur informatique aux États-Unis, un événement qui pourrait être considéré comme un signe précurseur de la crise actuelle. À cette occasion, de grandes entreprises telles qu'Enron et World Com, entre autres, firent faillite, faisant éclater au grand jour des scandales de comptabilité frauduleuse. Dans le cas d'Enron, des milliers de retraités virent leurs pensions s'envoler en fumée en raison de l'effondrement des fonds de pension reliés en bourse à la valeur des entreprises en banqueroute.

Un tel événement sonna clairement l'alarme, mais le gouvernement Bush n'adopta aucune mesure afin de contrôler la bulle financière, laquelle se déplaça vers le secteur immobilier et revêtit des dimensions beaucoup plus grandes, pour finalement commencer à éclater en août 2007, donnant lieu au début de la crise financière actuelle.

Ce à quoi nous avons récemment assisté est donc l'éclatement de la bulle financière du secteur immobilier des États-Unis: l'impact de sa chute sur le marché financier de ce pays a suivi une pente ascendante de crise, au point d'obliger le gouvernement de Bush à renier de facto son dogme néolibéral, à nationaliser des entités financières et à mettre en place le plan de sauvetage gouvernemental d'entreprises en faillite le plus coûteux de tous les temps.



Les cinq plus grandes banques d'investissement, fleurons de l'industrie de la spéculation sans bornes, sont entrées en faillite, soit: Lehman Brothers, Merrill Lynch, Goldman Sachs, Morgan Stanley ainsi que Bear Sterns. La Lehman Brothers jouissait de plus de 158 ans d'existence et avait réussi à survivre à la crise des années 1930'. De ces dernières ne se maintiennent en "vie artificielle" que Morgan Stanley et Goldman Sachs, n'agissant qu'en guise de simples banques commerciales, ne réalisant aucune opération reliée à des titres en bourses, elle qui fut, dans le passé, un grand centre de transactions spéculatives. Les deux énormes agences immobilières Fannie Mae et Freddy Mac, qui finançaient la moitié des logements états-unien, entrèrent en débâcle, rendant nécessaires une intervention ainsi qu'un refinancement de la part du gouvernement au montant de 200 milliards de dollars, afin d'éviter leur total effondrement. La grande société d'assurance et d'hypothèques American International Group (AIG) a également krashé, astreignant l'État à intervenir au moyen d'un refinancement d'une somme de 80 milliards de dollars. La Washington Mutual, l'une des plus grandes banques commerciales des États-Unis, a aussi fait faillite, tout comme une vingtaine de ses semblables, tandis que la Corporation fédérale de sécurité de dépôts maintient une centaine d'autres banques "sous observation".

En Europe, le gouvernement d'Angleterre s'est vu forcé de nationaliser les deux plus importantes banques alors quatre autres ont fait faillite, tandis deux ont été ruinées au Danemark, deux au Benelux et cinq en Allemagne. Le sérieux de la situation a amené les Banques centrales des pays dits développés à mettre en circulation de grandes quantités d'argent afin d'empêcher la paralysie pouvant résulter de la contraction du crédit. La Réserve Fédérale (Banque centrale) des États-Unis a injecté plusieurs centaines de millions de dollars depuis le commencement de la crise et d'autres banques ont procédé de façon similaire. Seulement pour la journée du 1er octobre 2008, la Banque Centrale d'Europe a injecté 50 milliards de dollars, la Banque d'Angleterre 30 milliards, la Banque de Suisse 10 milliards et la Banque du Japon 5.3 milliards.

À la lumière de la gravité des tout récents événements, le marasme financier actuel constitue la plus sévère crise capitaliste depuis 1929. Un tel état de fait

soulève de nombreux questionnements: en effet, la durée et l'intensité de cette crise pourraient s'avérer plus marquées que de par le passé, en raison du fait que la bulle est beaucoup plus considérable et que le degré de globalisation qui existe aujourd'hui est largement supérieur à jadis, se traduisant par une plus grande capacité de diffusion de la crise entre des économies étroitement reliées au sein du marché financier mondial. Brièvement, il s'agit de la raison classique faisant exploser les bulles financières: ces dernières croissent, soutenues par des gains élevés issus d'opérations de plus en plus risquées et non contrôlées, jusqu'à ce qu'à ce qu'un "agent" ne puisse payer, précipitant ainsi l'effondrement en cascade. Le secteur immobilier états-unien illustre clairement ce phénomène. Dans ce pays, l'achat et la vente de maisons ainsi que la contractation d'hypothèques augmentèrent considérablement, au gré de la verve de paris spéculatifs quant au prix futur des logements, créant ainsi pour les différentes parties impliquées d'excellentes opportunités à court terme, bien que ces dernières soient aussi temporaires que dangereuses.

Au cours de ces années, le coût des maisons augmentait continuellement, de telle sorte qu'il était très facile de faire la demande d'une hypothèque, puisque la hausse du prix de la demeure compensait rapidement le montant du prêt hypothécaire. Ce fut un mécanisme efficace qui stimula la consommation de la population nord-américaine, laquelle put, à travers de tels crédits hypothécaires, réaliser des achats croissants reliés au logis, dont la valeur s'accroissait constamment. Pour leur part, les institutions financières prenaient les hypothèques et les convertissaient en actifs ou en titres de valeur, et les vendaient et/ou revendaient avec des marges de profit considérables au cours d'opérations de plus en plus lucratives et risquées. Les vendeurs d'hypothèques offraient celles-ci avec une facilité croissante, obéissant ainsi aux dictats de la spéculation afin d'augmenter la masse d'opérations: cela mena à l'octroi de "crédits subprime" ou "crédits en-deça des normes de qualités", lesquels ne sont guère autre chose que des crédits accordés à des emprunteurs qui, dans des conditions normales, n'auraient jamais pu les obtenir, et ce, à défaut de pouvoir démontrer une certaine solvabilité en guise de garantie.



Suivant cet élan spéculatif, les entités financières aujourd'hui en faillite ont créé des instruments particuliers d'adaptation à l'audace d'ingénieurs financiers ayant poussé les profits et les risques à des limites extrêmes. Les obligations dénommées CDO (Collateralized Debt Obligations) en sont un excellent exemple: ces dernières consistent en des documents ou titres de valeur offrant à leur acheteur le droit à un rendement financier dérivé d'un titre ou d'un portefeuille dont la composition est opaque, c'est à dire, dont les parties intégrantes sont inconnues. Or, il s'agit en réalité de titres antérieurs ou issus d'autres émissions passées, soit des titres fondés sur des valeurs anciennes dont les composantes successives ont été voilées. Cela signifie qu'une quantité indéterminée de titres "morbides" ou porteurs de crédits "subprime" non-encaissables et cachés ont été diffusés dans et par le marché financier globalisé grâce aux astuces de l'ingénierie financière ainsi qu'à la fausse respectabilité des entités qui se trouvent aujourd'hui en faillite. Cela fait du marché financier mondial - s'étendant sur toute la planète - une espèce de champ de mines où explosent de partout ces valeurs "morbides" que la spéculation et le néolibéralisme diffusèrent, en dépit du fait que l'on ignore où ces dernières se trouvent et par qui elles sont détenues.

Les premiers signes de la crise actuelle remontent au mois d'août 2007: elle s'est aggravée au cours des 14 mois suivants, au point d'en arriver à la requête de sauvetage émise par le gouvernement des États-Unis à l'endroit du Congrès, suite à l'échec des mises en circulation de liquidité successivement appliquées au cours de l'année.

La profondeur d'une crise économique générée par l'explosion d'une bulle financière dépend de son effet sur l'économie réelle. Si la bulle ne provoque que des pertes auprès d'entités financières et des chutes boursières momentanées, la crise peut être contenue sans que l'économie réelle ne soit sévèrement et amplement touchée, le problème n'étant, dans un tel cas, que modéré en termes de gravité. Cela résulte en des pertes financières pouvant s'avérer considérables, pouvant atteindre des milliards de dollars: cependant, si l'économie réelle n'est pas fortement ébranlée par la crise, cette dernière ne constitue qu'une simple débâcle financière, comme il survint dans le secteur informatique aux États-Unis en 2001.

Un tel constat ne signifie pas, toutefois, qu'il existe un mur de division absolue entre les économies réelle et financière, puisqu'en pratique, les grands conglomerats transnationaux déploient des activités des deux types au sein de leurs structures. De plus, règle générale, les effets de crise se répercutent sur l'une et sur l'autre. Néanmoins, ce qui différencie une crise financière d'une crise d'envergure majeure est certes le niveau auquel l'économie réelle se trouve affectée (emploi, consommation, production industrielle, etc.), la courroie de transmission entre l'une et l'autre étant le crédit.

La disparition ou la hausse subite du coût du crédit, qui représente, en quelque sorte, l'huile lubrifiant les engrenages de l'économie moderne, constitue un facteur déterminant dans le passage d'une crise financière à une crise économique généralisée et profonde.

Or, certains impacts sur l'économie réelle des États-Unis ont récemment été observés, bien que ceux-ci ne

constituent que de premiers symptômes. En septembre de cette année, 159,000 emplois ont été perdus (la plus grande quantité mensuelle des cinq dernières années) et le taux de chômage a atteint 6,1%. Particulièrement significatif est le fait que le secteur financier fut responsable de moins de 10% des emplois perdus, tandis que la majeure partie de ces derniers furent enregistrés dans des secteurs de l'économie réelle, dont l'industrie automobile (les ventes chutèrent de 32% en septembre), l'industrie informatique et le textile.

Plus de 57% des états-uniens qui possèdent des comptes de banque disent craindre pour leurs épargnes en dépit du fait que ces dernières jouissent d'une assurance, laquelle a été augmentée afin de couvrir des dépôts d'un montant allant jusqu'à 250,000\$, et ce, grâce au Plan de sauvetage, approuvé par le Congrès, qui tente de freiner le mouvement de panique amorcé vers un retrait des dépôts.

Le Plan de sauvetage du gouvernement de Bush

Le Plan de sauvetage du gouvernement de Bush a été approuvé afin de tenter de contenir la crise et d'éviter sa propagation, raison pour laquelle le premier élément devant être considéré et analysé est la viabilité de ce plan. Or, plusieurs failles peuvent être observées quant à ce plan. Tout d'abord, son montant de 850 milliards de dollars ne garantit pas qu'une telle somme soit suffisante afin de remédier à la magnitude des crédits "décrépits".

Certaines sources d'information sont d'avis qu'un montant de 5 billions (5 millions de millions) de dollars s'avérerait nécessaire, bien qu'en réalité, si l'on considère la complexité et l'intensité avec laquelle de simples papiers "emprisonnent" l'économie états-unienne, personne ne peut arriver à connaître la véritable ampleur des prêts non-encaissables. Par ailleurs, il est notoire que le mouvement de la Bourse immédiatement après l'approbation du sauvetage fut à la baisse, clôturant la semaine à son pire niveau en sept ans, ce qui semble être l'expression d'une perte de confiance en l'efficacité de cette bouée de secours. Certaines sources ont par ailleurs avancé que plus des 2/3 des crédits hypothécaires octroyés seraient non-encaissables...

Jeter plus de bois au feu des déséquilibres fondamentaux dont souffre l'économie des États-Unis.

Avec une dette publique de 9.6 billions (millions de millions), un déficit budgétaire de 450 milliards avant le Plan de sauvetage et un déficit commercial majeur de 600 milliards, la mise en circulation de 850 milliards ne saurait que précipiter la chute du dollar. C'est pourquoi cette crise pourrait s'avérer beaucoup plus intense que celle de 1929. Par ailleurs, bien que certains analystes affirment que la Chine pourrait compenser pour la chute des États-Unis et assumer un rôle de locomotrice, cela semble impossible puisque les États-Unis représente 20% du PIB de la planète et que 70% du commerce mondial s'effectue en dollars états-uniens. De plus, 65% des réserves monétaires sont constituées en cette devise, les États-Unis repré-

sentant de surcroît le plus grand acheteur au monde et son marché financier (Wall Street) manipulant davantage d'argent que toutes les bourses européennes réunies.

La crise actuelle est distincte du krash de la Bourse de 1987 et de l'explosion de la bulle informatique de 2001, en ce que les actifs présentement en jeu ne sont pas seulement des instruments financiers (titres, papiers) mais aussi des logements où vivent des gens. Au cours de tels épisodes, il n'y eut point d'effondrement bancaire, tandis que maintenant l'écroulement est déjà palpable. Un autre ingrédient de la crise actuelle pouvant potentiellement créer un grand déséquilibre social est la ruine des fonds de pension convertis par le néolibéralisme en des instruments spéculatifs de gestion privée. Dans cette veine, des nouvelles récentes nous informent que les professeurs de l'État de Ohio ont vu s'évaporer leurs pensions, car ces fonds avaient été investis dans des entités en faillite, telles que Fannie Mae, Freddy Mac, AIG et Lehman Brothers.

En Suisse, les caisses de pension ont rapporté des pertes de 30 milliards de francs suisse. Au Mexique, les fonds de pension se sont démonétisés de plus de 6 milliards de dollars, tandis qu'au Chili - nation mère de la Sécurité Sociale - plus de 20 milliards se sont volatilisés.

Cette crise constitue un grand défi théorique et pragmatique pour les marxistes, pour ceux qui défendent le socialisme en general et qui luttent pour un monde meilleur. En elle se dessinent des éléments qui collent à l'analyse marxiste classique de la crise capitaliste: d'autres encore ne s'y trouvent reflétés que partiellement en raison de leur appartenance à un capitalisme postérieur à Marx et à Lénine, et enfin certains ne s'y trouvent aucunement représentés puisqu'ils constituent des phénomènes récents. En effet, avec cette crise nous assistons à la classique surproduction ou super-production marxiste de marchandises ne trouvant point preneur solvable (logements aux États-Unis et certaines industries en Chine, au Japon, en Corée du Sud, en Inde, vouées à l'exportation vers les États-Unis et l'Europe. Nous y trouvons également l'éclatement d'une bulle financière à l'intérieur d'un cadre complexe de néolibéralisme et de mondialisation que le marxisme classique n'aperçut qu'en sa phase embryonnaire. Enfin, nous y observons certains phénomènes entièrement nouveaux, tels que la sous-production découlant de l'épuisement des ressources non-renouvelables comme le pétrole, l'eau, les terres arables.

Il s'agit donc d'une crise qui combine la vieille nécessité de substitution du capitalisme en raison de sa tendance à générer des crises économiques destructrices des forces de production à une pulsion ainsi qu'à un désir de survie de l'espèce humaine, sur une planète soumise à la destruction capitaliste non seulement des économies et des sociétés, mais aussi des conditions de vie de l'humanité. Les résultats sociopolitiques d'une grande crise économique capitaliste sont peu prévisibles, puisque ceux-ci dépendront des forces politiques en jeu et de leur agilité à profiter de la conjoncture favorable découlant de la ruine, du chômage, de la pauvreté et de la perte de crédibilité du discours capitaliste qu'une telle crise impliquerait. Par ailleurs, la première révolution socialiste surgit d'une grande crise économique et d'une guerre mondiale, tout comme le fascisme allemand...



Pour le moment, le climat qui prévaut actuellement aux États-Unis se trouve réflété dans la citation suivante du Prix Nobel d'Économie de 2001, l'états-unien Joseph Stiglitz, ex-Conseiller économique de Clinton et ex Vice-président de la Banque Mondiale: "Nous devons désormais prier afin que cet accord, résultant d'un mélange toxique d'intérêts particuliers, d'économie erronée et d'idéologies de droite ayant mené à l'actuelle crise, puisse mener à un plan de sauvetage qui fonctionne, où dont l'échec ne soit, somme toute, pas trop dommageable".

L'amendement constitutionnel: un mécanisme du pouvoir populaire

TirØ de l'Agence Bolivarienne de Nouvelle (ABN)
Caracas, 2 décembre 2008. ABN.

Dimanche dernier, le président de la République Bolivarienne du Venezuela, Hugo Chávez Frías, a convoqué le peuple vénézuélien afin de discuter et de formuler un amendement constitutionnel qui permettrait la postulation présidentielle successive.

L'appel lancé par le mandataire national fut accueilli par les masses et le bureau politique du Parti Socialiste Uni du Venezuela, lesquels discutèrent des mécanismes qui viabiliseraient un tel amendement.

En quoi consiste l'amendement constitutionnel?

L'amendement est un mécanisme stipulé par la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela à son article 341, dont l'objectif réside dans l'addition ou la modification d'un ou plusieurs articles de la Grande Charte vénézuélienne (Carta Magna), sans en altérer la structure fondamentale.

Dans ce cas-ci, le Président a invité le peuple à modifier l'article 230, qui stipule: « Le terme présidentiel est de six ans. Le Président ou la Présidente de la République peut être réélu(e), immédiatement et une seule fois, pour un nouveau terme ».

Qui propose l'amendement?

La Constitution vénézuélienne stipule au premier point de l'article 341: « L'initiative pourra provenir de 5% des citoyens inscrits et citoyennes inscrites à l'État Civil ainsi qu'à la Liste Électorale; ou de 30% des membres de l'Assemblée Nationale; ou du Président ou de la Présidente de la République en Conseil des Ministres ».

Dans la même veine, le second point de cet article mentionne: « Dans le cas d'une initiative provenant de l'Assemblée Nationale, l'amendement requerra l'approbation de cette dernière par la majorité de ses membres et sera discutée, selon la procédure établie par cette Constitution en ce qui attrait à la création de lois ».

Comment cela se décide-t-il?



Il s'agit donc d'une crise qui combine la vieille nécessité de substitution du capitalisme en raison de sa tendance à générer des crises économiques destructrices des forces de production à une pulsion ainsi qu'à un désir de survie de l'espèce humaine, sur une planète soumise à la destruction capitaliste non seulement des économies et des sociétés, mais aussi des conditions de vie de l'humanité.

Comme dans tous les processus au sein desquels se prennent des décisions transcendantes, l'amendement constitutionnel doit être soumis à un référendum d'approbation, où les électeurs et électrices inscrit(e)s à la Liste Électorale assistent à la convocation que réalise le Conseil National Électoral et votent sur l'application ou non de l'amendement.

Afin d'être imputable, la proposition doit être approuvée par la majorité des Vénézuéliens participant lors de la période électorale d'autorisation: cela revient donc à dire que c'est le peuple lui-même qui décide, en scrutin secret et direct, quant à la nécessité d'appliquer l'amendement.

S'il est approuvé, quand entrera-t-il en vigueur?

La Grande Charte (Carta Magna) vénézuélienne stipule à son article 346: « Le Président ou la Présidente de la République se verra obligé(e) de promulguer les Amendements ou Réformes à l'intérieur des 10 jours suivant leur approbation ».

Selon le point 5 de l'article 341, si l'amendement est approuvé, le ou les articles qui firent l'objet de la modification seront amendés de la façon suivante: « [Les amendements] seront énumérés consécutivement et seront publiés à continuation de la Constitution, non pas en altérant le texte de cette dernière, mais plutôt en annotant, au pied de l'article ou des articles amendés, la référence numérale ainsi que la date de l'amendement créant la modification ».

Le peuple vénézuélien vivra donc un autre épisode démocratique au cours duquel, par le vote conscient, il décidera s'il octroie le droit de postulation continue à la figure du Président ou de la Présidente national(e).



CENTRE CULTUREL SIMÓN BOLÍVAR

CONSULAT GÉNÉRAL DE LA
RÉPUBLIQUE
BOLIVARIENNE DU VENEZUELA
À MONTRÉAL
SECTION CULTURELLE

*Ami(e)s du Centre culturel
Simón Bolívar,*

*Nous souhaitons vous informer que le
Centre sera fermé pendant tout le
mois de janvier 2009, pour travaux
de maintenance. Nos activités
recommenceront en février 2009.*

www.consulvenemontreal.org

CENTRE CULTUREL SIMÓN BOLÍVAR
394, Boul. de Maisonneuve Ouest
Métro Place des Arts (Sortie Bleury)
Tél.: (514) 843 - 8033



Venezuela et la crise néolibérale

PRENSA WEB RNV

20 octobre 2008

L' économie vénézuélienne ne sera que très peu touchée par les effets dévastateurs de la crise financière états-unienne, un constat que les autorités de ce pays corroborent, puisque le gouvernement bolivarien, dirigé par le président Hugo Chávez, a adopté au bon moment une série de mesures visant à protéger le Venezuela de la chute du système (capitaliste) nord-américain.

“Vous pouvez être certains que la crise économique qui plane actuellement comme une menace sur le monde ne causera pas de dommages sérieux au Venezuela”, a souligné le chef d'État, pour ensuite mentionner que l'économie vénézuélienne ne se trouve pas isolée de la dynamique mondiale, mais que certaines associations stratégiques ont été établies avec des nations amies afin de diminuer la dépendance envers les États-Unis.

Parmi les mesures prises par le Gouvernement, on retrouve le transfert des réserves monétaires du pays à des banques situées en dehors du marché financier nord-américain, faisant passer les réserves vénézuéliennes du dollar à l'or ou à d'autres devises.

Les réserves internationales du Venezuela se situent – selon les chiffres officiels du mois d'août – à 38 100 millions de dollars, desquels seulement 1% se trouve dans des banques états-uniennes, en raison des affaires que réalisent le Gouvernement au sein de ce marché, a informé le président vénézuélien au cours d'une allocution.

“Aux États-Unis, nous n'avons que 375 millions de dollars, ce qui constitue un pour cent de nos réserves, pour cause de soldes associés à certaines banques y jouant un rôle de correspondance”. Bien que certains analystes insistent sur le fait que cette crise est réflexive et qu'elle affectera nécessairement toutes les économies, d'autres encore, convaincus de l'importance d'appliquer un modèle distinct du néolibéralisme, assurent que l'adoption d'un modèle mixte tel que celui du Venezuela ainsi que le rejet des “recettes” du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) ont imperméabilisé le système financier vénézuélien.

Au cours de la *Conférence Internationale d'Économie Politique* intitulée “Réponse du Sud à la Crise Économique Mondiale”, réalisée à Caracas, du 8 au 11 octobre, des chercheurs de l'Argentine, de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Chili, de la Chine, de la Corée du Sud, de Cuba, de l'Équateur, de l'Espagne, des États-Unis, de la France, de l'Angleterre, du Mexique, du Pérou, de l'Uruguay et du Venezuela, évaluèrent la scène économique mondiale et présentèrent des propositions quant aux défis se présentant aux gouvernements face à cette crise financière.

Devant la menace qui plane sur les peuples du monde si cette crise venait à pénétrer l'économie réelle et à affecter les secteurs les plus défavorisés des sociétés,

la nécessité de prendre des mesures énergiques a été reconnue de plain-pied, dont celle de la reconstruction de la structure économique mondiale, depuis une perspective postcapitaliste, dénommée “Socialisme du XXIe Siècle” par le Venezuela.

Sur la base de ce scénario, les politiques nationales des gouvernements devront, d'une part, accorder une priorité aux dépenses d'ordre social, tel que l'a fait le Venezuela, et d'autre part, établir de meilleurs contrôles financiers, afin de mener à la construction d'un modèle alternatif au néolibéralisme.



Le Bolivarien

Nous vous encourageons à soumettre vos articles à

l'adresse électronique suivante:

lebolivarien@consulvenemontreal.org





10 questions sur la crise

MICHEL COLLON

6 octobre 2008

1. « Subprimes » ? Le point de départ est une véritable escroquerie. Les banques occidentales ont gagné énormément d'argent sur le dos de ménages US en grande difficulté à qui on extorquait des remboursements exagérés. En se disant que s'ils ne parvenaient pas à rembourser, on raflerait leur maison pour une bouchée de pain.

2. Seulement une crise bancaire ? Pas du tout. Il s'agit d'une véritable crise économique qui démarre par le secteur bancaire, mais dont les causes sont bien plus profondes. En réalité, toute l'économie US vit à crédit depuis plus de trente ans. Les entreprises s'endettent au-delà de leurs moyens, l'État s'endette au-delà de ses moyens (pour faire la guerre), et on a systématiquement poussé les particuliers à s'endetter, seul moyen de maintenir artificiellement une croissance économique.

3. La cause profonde ? Pas question de l'indiquer dans les médias traditionnels. Pourtant, les subprimes ne sont que la pointe de l'iceberg, la manifestation la plus spectaculaire d'une crise générale de surproduction qui frappe les États-Unis, mais aussi les pays occidentaux. Si le fin du fin pour une multinationale consiste à licencier des travailleurs en masse pour faire faire le même travail par moins de gens, si en plus on baisse les salaires par toutes sortes de mesures et avec l'aide de gouvernements complices, à qui donc ces capitalistes vendront-ils leurs marchandises ? Ils n'ont cessé d'appauvrir leurs clients !

4. Juste une crise à surmonter ? L'Histoire montre que le capitalisme est toujours allé d'une crise à l'autre. Avec de temps en temps, une « bonne guerre » pour en sortir (en éliminant des rivaux, des entreprises, des infrastructures, ce qui permet ensuite une jolie « relance »). En réalité, les crises sont aussi une phase dont les plus gros profitent pour éliminer ou absorber les plus faibles. Comme à présent dans le secteur bancaire US ou avec BNP qui avale Fortis (et ça ne fait que commencer). Seulement, si la crise renforce la concentration du capital aux mains d'un nombre toujours plus petit de multinationales, quelle sera la conséquence ? Ces super - groupes auront encore plus de moyens d'éliminer ou appauvrir la main d'oeuvre pour se faire une concurrence encore plus forte. Donc, retour à la case départ.

5. Un capitalisme moralisé ? Ca fait cent cinquante ans qu'on le promet. Même Bush et Sarkozy s'y mettent. Mais en réalité c'est aussi impossible qu'un tigre végétarien ou un nuage sans pluie. Car le capitalisme repose sur trois principes : 1. La propriété privée des grands moyens de production et de financement. Ce ne sont pas les gens qui décident, mais les multinationales. 2. La concurrence : gagner la guerre économique, c'est éliminer ses rivaux. 3. Le profit maximum : pour gagner cette bataille, il faut réaliser un taux de profit non pas « normal et raisonnable », mais un taux de profit maximum qui permet de distancer ses concurrents. Le capitalisme, c'est donc bien la loi

de la jungle, comme l'écrivait déjà Karl Marx : « Le Capital a horreur de l'absence de profit. Quand il flaire un bénéfice raisonnable, le Capital devient hardi. A 20%, il devient enthousiaste. A 50%, il est téméraire; à 100%, il foule aux pieds toutes les lois humaines et à 300%, il ne recule devant aucun crime. » (Le Capital, chapitre 22)

6. Sauver les banques ? Bien sûr, il faut protéger les clients des banques. Mais ce que l'État fait en réalité, c'est protéger les riches et privatiser les pertes. L'État belge, par exemple, n'avait pas cent millions d'euros pour aider les petites gens à maintenir leur pouvoir d'achat, mais pour sauver les banques il trouve cinq milliards en deux heures. Des milliards que nous devons rembourser. Ironie du sort : Dexia était une banque publique et Fortis a avalé une banque publique qui tournait très bien. Grâce à quoi ses dirigeants et actionnaires ont réalisé de juteuses affaires pendant vingt ans. Et maintenant que ça va mal, leur demande-t-on de payer les pots cassés avec les milliards qu'ils ont mis de côté ? Non, on nous demande à nous !

7. Les médias ? Loin de nous expliquer tout ça, ils mettent l'accent sur des aspects secondaires. On nous dit qu'il faudra chercher les erreurs, les responsables, combattre les excès et bla bla bla. Or, il ne s'agit pas des erreurs de tel ou tel, mais d'un système. Cette crise était inévitable. Les sociétés qui s'écroulent sont les plus faibles ou les plus malchanceuses. Celles qui survivent, en acquerront encore plus de pouvoir sur l'économie et sur nos vies.

8. Le néolibéralisme ? La crise a été non pas provoquée, mais accélérée par la mode néolibérale de ces vingt dernières années. Or, ce néolibéralisme, les pays riches ont prétendu l'imposer de force dans tout le tiers-monde. Ainsi, en Amérique latine, que je viens d'étudier en préparant mon livre "Les 7 péchés d'Hugo Chávez", le néolibéralisme a plongé des millions de gens dans la misère. Mais l'homme qui a lancé le signal de la résistance, l'homme qui a démontré qu'on pouvait résister à la Banque Mondiale, au FMI et aux multinationales, l'homme qui a montré qu'il fallait tourner le dos au néolibéralisme pour réduire la pauvreté, cet homme-là, Hugo Chávez, les médias ne cessent de le diaboliser à coups de médiamensonges et de ragots. Pourquoi ?

9. Le tiers-monde ? On nous parle uniquement des conséquences de la crise dans le Nord. En réalité, tout le tiers-monde en souffrira gravement du fait de la récession économique et de la baisse des prix des matières premières qu'elle risque d'entraîner.

10. L'alternative ? En 1989, un célèbre auteur US, Francis Fukuyama, nous annonçait « la Fin de l'Histoire » : le capitalisme avait triomphé pour toujours, prétendait-il. Il n'a pas fallu longtemps pour que les « vainqueurs » se cassent la figure. En réalité, l'humanité a bel et bien besoin d'un autre type de société. Car le système actuel fabrique des milliards de pauvres, plonge dans l'angoisse ceux qui ont la « chance » (provisoire) de travailler, multiplie les guerres et ruine les ressources de la planète. Prétendre que l'humanité est condamnée à vivre sous la loi de la jungle, c'est prendre les gens pour des cons. Comment faut-il concevoir une société plus humaine, offrant un avenir décent à tous ? Voilà le débat qu'il nous incombe à tous de lancer. Sans tabous.



DU CAPITALISME ET AUTRES PROCHAINS ENTERREMENTS

Manuel E. Yepe

octobre 2008

Qu'est-ce qui se passe avec l'économie mondiale? Le capitalisme en serait-il arrivé à sa fin? Ou plutôt, s'agirait-il d'une nouvelle mutation du système, qui pendant cinq siècles a successivement été mercantile, industriel-productif et maintenant financier-spéculatif? L'économie mondiale pourra-t-elle survivre sans régulation de l'offre et de la demande par le marché? Qu'arrivera-t-il à la libre entreprise, au néolibéralisme et à la mondialisation? Quelle nation assumera la fonction de centre hégémonique de l'économie planétaire, qu'avait développée et tenue Washington?

Immanuel Wallerstein, chercheur au département de sociologie de l'Université états-unienne de Yale, ex-président de l'Association Internationale de Sociologie et considéré comme l'une des sources d'inspiration des mouvements altermondialistes, est l'un des nombreux académiciens et économistes qui, à l'intérieur du système, lancent depuis longtemps des avertissements quant à l'épuisement du modèle capitaliste et cherchent des réponses aux questions antérieures.

«La crise que nous vivons constitue la fin d'un cycle politique, celui de l'hégémonie états-unienne consolidée dans les années 1970'. Les États-Unis continueront d'être un acteur important, mais ils ne pourront jamais reconquérir leur position dominante face à la multiplication des centres de pouvoir. Nous savons que cinquante ans pourraient s'écouler avant qu'une nouvelle hégémonie ne puisse s'imposer. Mais nous ignorons quelle sera cette puissance».



Dans une entrevue publiée par le journal français Le Monde en date du 18 octobre 2008, Wallerstein prévoyait que “les conséquences politiques de la crise actuelle seront énormes, car les propriétaires du système tâcheront de trouver des boucs émissaires, qu'ils rendront responsables de l'effondrement de leur hégémonie. Je crois que la moitié du peuple états-unien n'acceptera pas ce qui est en train de survenir. Par conséquent, les conflits internes s'exacerberont aux États-Unis, qui sont d'ailleurs en voie de devenir le pays le plus instable du monde d'un point de vue politique. Il ne faut pas oublier que nous tous, États-Uniens, portons des armes...”

“La situation devient chaotique, incontrôlable pour les forces qui ont dominé jusqu'à présent, et on voit surgir une lutte non pas entre les propriétaires et les adversaires du système, mais bien entre tous les acteurs, à savoir ce qui remplacera ce qui est en train de disparaître”.

Il souligne ensuite qu'en dépit du fait que l'on évite d'utiliser le mot “crise” pour qualifier cette période, “nous sommes en crise”. Puis, de façon lapidaire, il déclare: “Le capitalisme s'achève”.

Ce même chercheur, dans un article qu'il publia dans la revue scientifique Theory Talk # 13, intitulé “Les systèmes mondiaux, la fin imminente du capitalisme et l'unification des Sciences Sociales”, affirme: “il y a une crise structurelle qui affecte tout le mode de production capitaliste (...) les capitalistes eux-mêmes sont à la recherche d'alternatives à leur système, car il apparaît évident qu'avec ce mode de production (sans considérer la composante spéculative) il s'avère impossible d'obtenir les “grandes fortunes”, auxquelles aspirent aujourd'hui les investisseurs, ce pourquoi ils souhaitent un système différent”.

Wallerstein soutient que les pays de l'Asie Orientale qui aujourd'hui se présentent comme des candidats à l'exercice de l'hégémonie que perdront les États-Unis au sein de l'économie capitaliste globale, tarderaient non moins de 75 ans avant que leurs populations n'atteignent les niveaux de revenu nécessaires au déploiement de ce leadership. En effet, cela supposerait que 30 ou 40% de la population mondiale qui occupe ces nations accède aux niveaux de revenu d'une nation développée telle que, par exemple, le Danemark, ce qui s'avérerait non viable pour l'économie mondiale. De toute façon, “le capitalisme n'existera plus dans 75 ans”, proclame-t-il catégoriquement.

Quant au marché, Wallerstein distingue le marché hypothétique, lequel opère selon des lois objectives de l'offre et de la demande, régule les prix et évite des conduites égoïstes, du marché réel.

Le marché hypothétique n'a jamais véritablement existé et n'existe pas non plus aujourd'hui au sein du système capitaliste mondial. Ce sont les propres capitalistes qui s'opposent le plus à ce marché hypothétique, car, s'il existait réellement, ce dernier limiterait leurs gains. L'unique voie pour eux serait ainsi de constituer des quasi-monopoles. Et pour disposer de quasi-monopoles, ils nécessiteraient l'intervention de l'État de plusieurs manières. Car bien que les économistes défenseurs du libre marché ne l'admettent jamais, il n'existe aucun capitaliste qui croit en l'autonomie du marché.

Selon Wallerstein, ce qui est totalement épuisé est le

néolibéralisme et son inefficacité, démontrée en tout et partout. Quant à la mondialisation, en tant que terme et concept, elle sera oubliée complètement en dix ans, car les effets positifs qu'on souhaite lui attribuer afin de convaincre les gens de la déclaration de la Premier Ministre britannique Margaret Thatcher (selon laquelle il n'y aurait pas d'alternative à la mondialisation) n'existent tout simplement pas. De nombreux pays n'auront donc, malheureusement, succombé à la pression que pour peu de temps.

La fin du capitalisme ne sera point la “fin de l'histoire”, mais bien tout le contraire: la confirmation de la dialectique de son mouvement, impossible à freiner et inéluctable.



Je ruine des banques

ROBERTO HERNÁNDEZ MONTOYA

Publié sur Aporrea (en espagnol)

J'offre mes services pour ruiner des banques. Si un banquier s'avère incompetent à un tel point que sa banque ne tombe pas en faillite, je m'offre de lui ruiner rapidement, grâce à une opération fast track, comme disent les 'boys' du IESA (Institut d'Études Supérieures en Administration – Venezuela). De plus, je vous garantis que je suis un destructeur d'entreprises supérieur aux meilleurs 'boys' du IESA.

Dans le passé, posséder une banque prospère était synonyme de triomphe capitaliste. Or, les temps ont bien changé, “the times they are a-changin’”. “Ça, c'était des dinosaures”: voilà l'expression préférée des néolibéraux pour qualifier tout ce qui n'est pas gouverné par 'la main invisible' ou le fondamentalisme capitaliste. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de proclamer que l'État ne doit pas intervenir, mais bien d'exiger que ce dernier intervienne afin de sauver les banquiers et autres incapables. Si Obama proposait d'aider les pauvres, on le taxerait de socialiste, peut-être même de chaviste.

Maintenant, ce qui est chic, ce qui est in cette saison, c'est d'être propriétaire d'une banque en faillite, Lehman Brothers, J.P. Morgan, etc. La rémunération est grande. Et ce qui est à la mode n'est pas dérangeant. Bertolt Brecht demandait à la fin de son Opéra

à trois sous: “Qu'est-ce que le braquage d'une banque comparativement à sa fondation?”. Dorénavant il faudra dire: “Que sont le braquage et la fondation d'une banque comparativement à sa faillite?”.

Car, selon la nouvelle doctrine économique, ruiner une banque est un idéal, au moins pour deux raisons: d'abord parce que tu restes avec les épargnes des autres crétiens qui ont cru en toi, et qu'en plus, l'État te récompense avec davantage d'argent. Fantastique. Existe-t-il une affaire plus juteuse?

Le seul pays où l'on ne comprend pas cette merveille est le Venezuela. “Voyez donc ce dinosaure de Venezuela, qui n'est même pas affecté directement par la crise, et très faiblement de façon indirecte. Quel archaïsme! Si le tout dernier cri est de couler avec Wall Street! Quelle peine: un pays qui était pourtant à l'avant-garde en 1994!”...

Les abrutis du néolibéralisme proclament que le Sacro-saint Marché était tellement faible qu'un pays bananier comme le Venezuela aurait récemment réussi à en causer la ruine en augmentant les prix du pétrole. D'autres encore disent que le Venezuela va s'écrouler avec Wall Street et que la chute de la bourse est celle du Socialisme du XXI^e siècle.

Moi aussi je suis imbécile, cher ami banquier, alors ne crains pas: je te promets une jolie faillite.



Satellite Bolivarien pour propulser la Révolution Technosocialiste

Ricardo Ángel Cardona
1er novembre

Le satellite bolivarien nommé "Simón Bolívar" par ses sponsors vénézuéliens, n'est pas un satellite comme les autres, dont bénéficient l'Europe, les États-Unis ou le Japon, par dizaines, voire par centaines: de tels pays font un usage commercial, culturel et économique de cette technologie, sans prétendre ni chercher à réaliser pour autant, à travers celle-ci, une révolution technologique, sociale et humaine au sein de leur nation respective, pour leurs peuples et l'humanité.

À l'opposé, les objectifs révolutionnaires du satellite bolivarien sont déterminés par les avancées et les transformations sociales profondes qui s'opèrent, d'abord, dans la République Bolivarienne du Venezuela, ainsi qu'au sein d'autres pays de l'Alba et d'Unasur, tels que la Bolivie, l'Équateur, le Nicaragua, Cuba, le Honduras, Dominica, et bientôt, au Paraguay, en Uruguay, au Chili, au Pérou ainsi qu'en Colombie. Il s'agit, entre autres, de l'élimination de l'analphabétisme chronique présent dans nos sociétés, un facteur ayant empêché un approfondissement de conscience plus marqué des masses sud-américaines au cours de leur histoire.

Le satellite bolivarien lancé en Chine populaire au coût de 450 millions de dollars US, constitue un instrument clair et efficace, visant à transformer l'Amérique du Sud sur les plans de la révolution technologique et industrielle, de la recherche et de la science, de l'innovation et des services sociaux - tels que les télécentres, etc. Cela mènera, éventuellement, à la création de véritables parcs scientifiques et technologiques dans chaque ville ou village de la région, fabrique, municipalité, assemblée de quartier, syndicat, caserne, église, canton ou province, aussi lointaines que soient ces agglomérations, dans la forêt de l'Amazonie, le chaco, le pantanal (marais), les Andes, les vallées, la région caraïbe ou les zones côtières. C'est donc dire qu'il sera possible de déployer à court terme, en moins de cinq ans, sur toute l'immensité géographique de l'Amérique latine, des parcs scientifiques et technologiques de recherche et d'appui à la production ainsi que des agents économiques locaux, en ne laissant aucun interstice ou espace libre de services scientifiques, technologiques et commerciaux.

D'autres objectifs cruciaux s'inscrivent dans le champ de la santé et à la nutrition, l'aspect le plus préoccupant de la région. Des dizaines d'enfants meurent encore, de la naissance à l'âge de cinq ans, pour cause de maladies pouvant être prévenues, de malnutrition, de manque de soins médicaux ou d'orientation en termes d'hygiène et de santé publique. Si on reconnaissait l'importance de l'hygiène et de l'alimentation dans la vie des gens, il est certain que la qualité de vie de plusieurs personnes, de familles, de villages entiers

s'améliorerait immédiatement, et ce, dans tous les pays UNASUR et d'Amérique latine.

Or, c'est précisément cette fonction que rempliront les télécentres hospitaliers, dirigés par de jeunes médecins, desservant des populations difficiles d'accès, en offrant des conseils ainsi qu'en pratiquant une médecine publique principalement -bien que non exclusivement - préventive. Vaccins, hygiène et nutrition adéquate feraient certainement reculer les taux de mortalité et de morbidité à des niveaux comparables à ceux de Cuba, par exemple, un pays qui arbore un excellent état de santé, avec une moyenne d'espérance de vie active saine au-delà des 80 ans.

Dans la même veine, des télécentres vétérinaires pourraient être installés, afin d'apporter des soins de santé aux animaux domestiques, au bétail ainsi qu'à la faune sauvage. La culture occidentale et chrétienne n'a pas créé un esprit d'amour envers les animaux et les plantes, contrairement à ce que l'on observe chez les cultures originaires ou autochtones, sauf quelques exceptions, puisqu'il existe encore d'inadmissibles combats sanguinaires, induits par l'être humain, impliquant des taureaux et des coqs, entre autres.

Il est dorénavant inacceptable, selon la conception bolivarienne, socialiste du XXI^e siècle et technointelligente, de tuer des animaux pour le plaisir de la chasse, dans des rites supposément sacrés, ou encore, de laisser des animaux mourir de faim par manque de planification. Tout comme les êtres humains, ils ont besoin de vaccins, de prévention, de traitement, d'un habitat adéquat, d'aliments suffisants (pâturage, grains...). La même chose s'applique aux oiseaux, qui chantent toujours, d'ailleurs, avec un optimisme exemplaire.



Toutefois, le point crucial de la révolution technologique réside en ce qu'elle amènera une nouvelle conscience chez le peuple de travailleurs, produite par la transfert de connaissances et de technologies vers les moindres recoins de l'Amérique du Sud. C'est donc dire que personne ne se sentira comme un citoyen de première ou de seconde classe pour vivre dans des villes populeuses et dotées de tout, sinon parcequ'il y aura une égalité instantanée d'accès à l'information sur les nouvelles découvertes visant à planifier la sécurité alimentaire, énergétique, éducationnelle et de logement pour chaque être humain, chaque animal et chaque plante.

Avec le satellite bolivarien mis au service de la révolution locale et mondiale par ses propriétaires, c'est-à-dire le peuple bolivarien et socialiste, on pourra trouver des universités techniques et technologiques dans chaque ville et village. Avec ce transfert de technologies et de connaissances, chaque Sud-Américain, dans

un tel contexte, pourra être un professionnel technique, humaniste et social, sans avoir à payer excessivement dans les centres privés actuels. De tels universités et institutions technologiques devront être situées dans des casernes, des églises, des syndicats, des assemblées de quartier, des communautés rurales, des coopératives, des fabriques et entreprises de production et de services.

Certains pays moins développés tels que la Bolivie, le Pérou, l'Équateur et le Paraguay, par exemple, pourront accéder aux télécommunications sans restriction, leur permettant désormais, à l'intérieur de leur propre territoire, d'unir des agglomérations ainsi que des usines avec de la fibre optique de grande résolution et capacité de transmission. Quand les boliviens et les Sud-américains posséderont dans leur maison 100 canaux ou plus de télévision locale et mondiale, l'internet, la modalité de téléconférences avec des centres de recherche et d'enseignement, des usines et des entreprises, permettant de la sorte le transfert de technologies et de connaissances sans les restrictions imposées par les transnationales (comme cela s'avère maintenant dans la région et dans ledit tiers-monde), alors la pensée humaine sans frontières s'envolera au-delà de l'imaginable.

On peut déjà prévoir que, de chaque agglomération, petite ou grande, surgiront des milliers de personnes avec les idéaux de nos pères fondateurs et maîtres scientifiques modernes, tels que Katari, Amaru, Bolívar, Sucre, Santa Cruz, San Martín, Francia, Artigas, Abreu de Lima, Marx, Engels, Einstein, Sagan, Asimov et des milliers de scientifiques universels, ayant acquis un compromis envers le futur solidaire d'une humanité sans frontière. Ceux-là mêmes sont les avantages qu'apporte la révolution des connaissances, de l'intelligence et de la techno-intelligence du XXI^e siècle. Il est donc possible avec de tels instruments de mettre sur pied des technopolitiques et de construire un technosocialisme scientifique.

Marx, Lenin ou Mao ne jouissaient pas, à leur époque respective, de tels avantages technologiques. Maintenant, si. Quand les révolutions russe et chinoise se réalisèrent, 90% de leurs populations, ouvriers et fermiers, ne savaient ni lire ni écrire. Il s'agissait pourtant du XX^e siècle, qui voyait déjà surgir des progrès scientifiques et technologiques considérables, en Europe occidentale ainsi qu'aux États-Unis, par exemple.

L'expérience mondiale en cours du processus bolivarien rend la construction du socialisme en Amérique du Sud plus accessible. Le fait que Chávez et Evo aient assisté ensemble, en terre vénézuélienne bolivarienne, au lancement du satellite bolivarien depuis la Chine Populaire, n'est point surprenant. Ils sont tout deux des présidents boliviens, luttant pour le futur de leurs peuples et de toute l'humanité: l'un d'origine militaire anti-impérialiste, tout comme Villarroel en Bolivie en 1943 ou Alvarado au Pérou en 1968; l'autre d'origine autochtone, comme Santa Cruz Calahumana et Benito Juárez au XIX^e siècle.

D'autres leaders progressistes de la région tels que Lula, Lugo, Tabaré, Cristina, Correa, Ortega, Bachelet, Fidel et Raúl, seront certainement d'accord avec les objectifs révolutionnaires du satellite bolivarien. Ce n'est que le commencement, puisque le futur appartient à ces peuples conscients.



Le Venezuela face à la crise internationale

Juan Francisco Rojas Penso
Publié sur *Aporrea* (en espagnol)



Nous suivons de près le débat suscité dans notre pays autour de la crise financière ayant surgi aux États-Unis. Entraînant des retombées un peu partout dans le monde, cette crise s'universalise et s'étend, comme il était prévisible, à l'économie réelle. Elle laisse présager une nouvelle récession, sans doute accompagnée d'une bonne dose d'inflation, ce qui configurerait un phénomène de stagflation.

De toute évidence, dans un premier moment, ce débat s'est orienté vers l'identification des causes de cette crise, passant ensuite aux spéculations quant à ses effets sur l'économie mondiale et sub-séquentement sur l'économie nationale. Peu à peu, il y a eu une décantation des analyses proposées, jusqu'à ce qu'on arrive au noyau de la problématique que les Vénézuéliens devraient éventuellement affronter: l'impact d'un ralentissement de l'économie mondiale sur les prix du pétrole et ses répercussions sur l'évolution de l'économie nationale.

Dans ce contexte, nous avons été surpris par des affirmations largement répandues dans les médias qui voyaient dans cette crise des scénarios allant de la débâcle du capitalisme à la banqueroute du Venezuela. Plusieurs semblaient ignorer dans leurs articles que les mesures d'inspiration prétendument keynésienne appliquées par les autorités états-uniennes face à l'émergence financière ne sont pas étrangères au capitalisme. D'autres en sont venus à proposer l'adoption d'un programme orthodoxe au style du FMI postmoderne pour résoudre les déséquilibres macro-économiques éventuels. Toutes ces positions se trouvent on ne peut plus loin de la réalité! La crise actuelle n'en finira pas avec le capitalisme. Le Venezuela ne connaîtra point de banqueroute.

Il ne s'agit pas d'ignorer le fait que la crise a violemment frappé le système de marché. Mais il ne faut pas non plus pousser à l'extrême les pronostics négatifs sur l'évolution économique du pays. Il s'agit plutôt de ramener la question à ses véritables dimensions. Force est de constater qu'il y a un débat idéologique implicite dans les interprétations de l'évolution des événements. Cet aspect politique est d'autant plus prononcé que nous nous apprêtons à participer à un processus électoral avec une consultation populaire prévue pour le 23 novembre prochain.

Appelons donc à Lord Keynes, auteur de la célèbre déclaration: "à long terme nous serons tous morts". Il faut centrer le débat sur le court terme et repérer les effets de la crise sur l'économie vénézuélienne, car, tôt ou tard, ils se feront sentir. Étant ce qu'est la mondialisation de l'économie, notre pays ne pourra pas y échapper. La variable déterminante de toute analyse en la matière est logiquement le prix du pétrole. Il serait naïf d'ignorer que près de 94% des rentrées de devises et que près de 50% du revenu national sont intimement liés à l'évolution de cette variable.

Dès 2004, lorsqu'il y a eu une escalade des prix internationaux du pétrole, plusieurs auteurs et porte-paroles du gouvernement ont soutenu qu'une telle croissance s'expliquait par des mouvements spéculatifs, n'étant pas liée à une quelconque contraction de l'offre combinée à l'expansion de la demande des hydrocarbures. En effet, les mêmes mouvements se sont vérifiés dans quelques économies émergentes, spécialement en Chine et en Inde. Des études récentes réalisées par de nombreuses agences spécialisées concluent que pour chaque baril physique effectivement vendu l'on achetait entre 5 et 7 barils "de papier", c'est-à-dire, des achats futurs. Avec la chute du marché boursier, la contraction du crédit et la perte de confiance, les spéculateurs se sont mis à vendre leurs titres à des prix certes très bas néanmoins leur assurant une certaine marge de bénéfices. Voilà la clé pour comprendre la présente problématique. Tout ceci est applicable à l'évolution des prix des produits de base.

Avec la réduction des prix du pétrole, des analystes vénézuéliens cèdent à la panique et pronostiquent la débâcle de l'économie nationale. Ces thèses sont d'ailleurs partagées par des analystes étrangers, ceux-là mêmes qui n'ont pas vu venir la crise aux États-Unis. On compte dans leurs rangs bien des employés des institutions financières qui ont dû se faire acheter par d'autres compagnies privées ou qui sont en attente des fonds provenant du plan de sauvetage approuvé par le Congrès états-unien. Ces pronostics ont été unanimes quant aux futurs déficits: fiscal, en compte courant et dans la balance commerciale. Ils ont également prévu la dépréciation de la monnaie et tout autre déséquilibre que le lecteur veuille bien s'imaginer. Tout cela, bien sûr, assorti de recettes du FMI postmoderne, dont la crise institutionnelle est évoquée même par des feuillets à l'eau de rose.

Les mêmes analystes qui ont fait la sourde oreille aux explications sur les prix du pétrole, sans doute influencés par le climat pré-électoral que vit le pays, ignorent délibérément que le Venezuela compte sur près de 40 milliards de dollars en réserves internationales, dispose de plusieurs fonds d'inversion de capitaux binationaux, ne connaît point de crise de liquidité et a des ressources suffisantes pour répondre à toute émergence sans avoir nécessairement à couper dans les investissements sociaux et d'infrastructure, des activités prioritaires pour le Gouvernement national. En outre, il faut dire que le futur du marché pétrolier ne paraît pas si négatif qu'on a voulu le montrer. Bien que ses prix aient connu une forte

chute (de 50% depuis juillet dernier), le pétrole reste et sera toujours la matière première la plus chère dans le marché international. La mise en application du plan de sauvetage stimulera encore la spéculation. D'autre part, la réduction des volumes de production de l'OPEP, le coût des plans de substitution ou de diversification des sources d'énergie et, dans l'immédiat, la proximité de l'hiver boréal contribueront à stabiliser les prix du pétrole. C'est pourquoi le budget national pour 2009 a été calculé en estimant à 60 dollars le prix du baril de pétrole. Cette estimation tient compte de la réduction de la demande en conséquence d'une contraction économique de plus en plus visible. Le Gouvernement national a annoncé qu'il fera preuve d'austérité dans ses dépenses. Bien qu'au moment où je rédige ce texte nous n'ayons toujours pas de précision sur cette fameuse austérité, il nous est loisible de prévoir qu'il sera question d'organisation et de rationalisation. Si cette mesure est suffisante dans les circonstances actuelles, il ne faut pas pour autant négliger un suivi de l'évolution de la crise, de même qu'il ne faut pas écarter l'adoption de mesures concernant le change, malgré les conséquences que cela aurait sur l'inflation. Il faut aussi prendre en compte tout effet de contraction qui affecterait le développement économique national.

En ce qui concerne notre économie réelle, si elle n'est pas à son zénith, elle ne donne pas non plus des signes d'essoufflement. Bien au contraire, les efforts déployés par le Gouvernement national pour soutenir les secteurs productifs commencent à porter des fruits. Les cueillettes de riz et de maïs blanc ont produit de grands excédents, alors que celle de maïs jaune devra satisfaire à la totalité de la demande nationale. D'autres produits agroalimentaires, tout en constituant une charge considérable, pèseront moins dans les importations. Quant au secteur industriel, s'il est vrai que celui-ci a connu des difficultés dues à des facteurs plutôt politiques qu'économiques, il est aussi vrai que les mesures adoptées par le gouvernement visant à stimuler cette branche d'activité lui seront bénéfiques. Ceci est particulièrement vrai dans le cas des PME, si importantes pour la création des postes de travail. Si le secteur des services en sa totalité a connu une croissance proportionnellement moins importante cette dernière année, les sous-secteurs commercial et financier ont connu des marges bénéficiaires qui feraient envie à n'importe quel opérateur des pays voisins ou des pays développés.

En bref, la situation actuelle du Venezuela ne justifie point les pronostics défavorables diffusés par la plupart des médias. Tout en reconnaissant l'existence de quelques vulnérabilités, il faut dire que les politiques avancées ces dernières années par le gouvernement nous permettront d'affronter la crise internationale de façon ferme et sûre. Nous devons être constamment informés de l'évolution de l'économie mondiale et nous débarrasser des préjugés idéologiques pour adopter des mesures adéquates lorsqu'elles se feront nécessaires. Ceci est la condition pour que nous continuions d'avancer vers l'approfondissement du modèle de développement que nous nous sommes proposé.



La crise et les nouveaux scénarios

ANGEL GUERRA CABRERA

Publié sur APORREA (en espagnol)

La crise financière a mis en relief les menaces imminentes à la vie que comporte le capitalisme ainsi que la nécessité impérieuse de remplacer ce dernier par un système économique et social qui mette au premier plan les êtres humains et non les profits. Les peuples commencent à ne plus avoir peur de considérer le socialisme comme étant le seul choix civilisateur, altruiste et raisonnable. Il n'existe cependant pas de consensus sur l'effondrement de Wall Street, sur sa gravité, sa durée et ses effets sur l'économie réelle. Mais une chose est claire : l'élite opulente des États-Unis, qui est la principale responsable de la crise, de même que les élites des autres pays capitalistes développés, feront retomber l'énorme dépense de cette débâcle sur leurs propres populations, en particulier sur les grandes majorités de la planète ainsi que sur les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, en la transformant en un énorme coût social.

Pour l'instant, plusieurs scénarios dérivés de la crise se détachent clairement. L'ordre économique établi à Bretton Woods et dirigé par les États-Unis s'est écroulé pour toujours. Les dogmes néolibéraux sont maintenant considérés comme étant caducs, eux qui faisaient de l'économie du marché la solution magique à toutes les contradictions et qui diabolisaient l'intervention de l'État dans l'économie, bien que, contrairement à ce que l'on proclame, l'État n'a jamais cessé d'intervenir quand cela convenait aux magnats.

L'hégémonie financière mondiale de Washington d'avant la désastreuse occupation de l'Afghanistan et de l'Irak touche à sa fin.

Toutefois, bien que sa suprématie diminue, aucune puissance n'est, pour l'instant, capable de lui enlever sa suprématie décroissante. La tendance à la multipolarité dans les jeux de pouvoir mondiaux se développe et de nouveaux groupements économiques et alliances géopolitiques régionales surgissent. La situation devient plus propice à la concertation et à la coopération entre les pays du Tiers-monde, tout comme entre ces derniers et d'autres pays qui sont prêts à adopter ces principes. Le processus croissant de prise de décisions par les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que les changements politiques et sociaux en résultant poussent, plus que jamais, les pays à accélérer leur intégration sur la base de la solidarité, de la coopération et de la complémentarité. La géniale critique du capitalisme élaborée par Karl Marx est soudain redécouverte, de façon inusitée, en raison de sa grande pertinence, et cette analyse profonde et révolutionnaire se développe maintenant en terrain fertile. On s'attendait à des solutions d'extrême droite à la crise après les élections présidentielles aux États-Unis. En cas de victoire de McCain, il fallait entrevoir la continuation des politiques fascistes de Bush à l'étranger ainsi que des politiques encore plus répressives et antidémocratiques au pays. Bien que tel ne soit pas l'objectif, le sauvetage bipartite des

banquiers montre que c'est cette voie qu'on a suivie, car elle implique l'expropriation scandaleuse des fonds publics appartenant à la grande majorité de la population.

Pendant ce temps, les gouvernements du G7 essaient un "nouveau" Bretton Woods, équivalant à une réédition de l'accord de l'élite politique et économique d'après la Seconde Guerre mondiale. Cette élite vise, une fois de plus, à maintenir la grande majorité de l'humanité sous sa domination économique et politique, et, ainsi, à socialiser les pertes tout en privatisant les profits grâce à la crise actuelle. La seule différence est que, dans cette version, l'Europe aspire à ce que Washington se résigne à accepter une diminution de sa position hiérarchique, en fonction de son état de prostration économique, de la dévaluation du dollar, des échecs militaires et de la diminution de son prestige.

Une réédition de Bretton Woods ne correspond cependant pas à la nouvelle configuration géopolitique du monde, qui comprend la montée de la Chine, de la Russie et de l'Inde, l'apparition de l'UNASUR et l'accroissement du poids des pays possédant des énergies. De toute façon, le retour à la situation antérieure est inacceptable pour les peuples, pour les gouvernements ainsi que pour les régions, qui aspirent à affirmer leur indépendance et qui trouvent dans la crise une excellente occasion de lutter pour un nouvel ordre économique, politique, social, culturel et environnemental qui soit juste et fondé sur des décisions démocratiques. Cela pourrait faire en sorte que, finalement, l'Assemblée générale des Nations Unies ait un sens.

Les nouvelles victoires du mouvement populaire bolivien, entre autres l'appel lancé par Evo Morales pour un référendum sur la nouvelle Constitution, l'adoption récente de celle de l'Équateur, la victoire prévisible des positions boliviennes aux élections de novembre, l'exemple de Cuba, les luttes autochtones et populaires pour la souveraineté et l'émancipation, de même que les durs combats qui se déroulent en Colombie, établissent les principes démocratiques qu'il faut exiger afin de résoudre la crise.



La tendance à la multipolarité dans les jeux de pouvoir mondiaux se développe et de nouveaux groupements économiques et alliances géopolitiques régionales surgissent.